

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 février 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal
du 20 juillet 1971 instituant
une assurance indemnités et
une assurance maternité
en faveur des travailleurs indépendants
et des conjoints aidants**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0898/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de M. Ducarme et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 februari 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit van
20 juli 1971 houdende instelling van een
uitkeringsverzekering en
een moederschapsverzekering
ten voordele van de zelfstandigen
en van de meewerkende echtgenoten**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0898/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heer Ducarme c.s.

04104

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Traduction : SB/RP

Avis sur l'incidence budgétaire des propositions de loi n° 0111/001, 0898/001 et 1075/001¹

1 Demande d'avis

Par lettre du 14 janvier 2021, la présidente de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes, d'estimer, conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, l'incidence budgétaire éventuelle qu'entraînerait l'adoption des propositions de loi suivantes :

- proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en vue de permettre l'indemnisation des travailleurs indépendants en incapacité de courte durée, déposée par M. Elio Di Rupo et consorts (DOC 55 0111/001) ;
- proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, déposée par M. Denis Ducarme et consorts (DOC 55 0898/001) ;
- proposition de loi visant à supprimer la période de carence pour les indépendants, déposée par M. Gilles Vanden Burre et consorts (DOC 55 1075/001).

2 Explication du concept de période de carence

Les propositions de loi 0111/001 et 1075/001 portent sur la période de carence des indépendants. Il s'agit de la période allant du premier au septième jour d'incapacité de travail pendant laquelle l'indépendant ne perçoit pas d'indemnités. Après la période de carence débute la période d'incapacité primaire indemnisable. Pendant cette période, le titulaire indépendant perçoit une indemnité d'incapacité de travail forfaitaire à la charge de l'assurance maladie. Un an après le début de l'incapacité de travail commence la période d'invalidité.

Conformément à la réglementation actuelle, la période de carence est de sept jours si l'incapacité de travail n'excède pas sept jours², ce qui signifie qu'un titulaire indépendant qui est en incapacité de travail moins de huit jours ne perçoit pas d'indemnités. Le titulaire indépendant qui est en incapacité de travail plus de sept jours perçoit quant à lui des indemnités, et ce, dès le début de l'incapacité de travail. Si un indépendant est donc malade plus de sept jours, toute la période d'incapacité de travail est couverte par une indemnité à la charge de l'assurance maladie. Le titulaire indépendant qui est en incapacité de travail sept jours ou moins ne perçoit aucune indemnité de l'assurance maladie.

¹ Approuvé le 17 février 2021 par l'assemblée générale de la Cour des comptes, en exécution de l'article 79 du règlement de la Chambre des représentants.

² Loi du 22 mai 2019 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en vue de supprimer la période de carence.

3 Propositions de loi : modifications proposées

Les propositions de loi 011/001 et 1075/001 visent à supprimer la période de carence pour les indépendants. Ces derniers percevraient une indemnité dès le premier jour de l'incapacité de travail, indépendamment de la durée de celle-ci. La période d'incapacité primaire commencerait donc le même jour que l'incapacité de travail.

La proposition de loi 55 0898/001 vise à abroger le deuxième alinéa de l'article 53 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971³. Conformément à ce deuxième alinéa, le médecin-conseil de la mutualité pouvait reconnaître l'incapacité de travail au plus tôt à la date de signature du certificat d'incapacité de travail par le médecin-traitant. Cette règle s'appliquait aux cas suivants :

1. une première déclaration d'incapacité de travail ;
2. une prolongation de l'incapacité de travail ;
3. une rechute en incapacité de travail.

Ce deuxième alinéa a été abrogé par l'arrêté royal du 18 mars 2020⁴. Ce même arrêté royal a inséré un deuxième alinéa à l'article 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, qui rend la règle applicable pour une première déclaration d'incapacité de travail. Depuis l'arrêté royal du 18 mars 2020, la mesure n'est donc plus applicable en cas de prolongation ou de rechute mais bien lors d'une première déclaration d'incapacité de travail.

Du point de vue technique, la proposition de loi 55 0898/001 est sans objet, étant donné que le deuxième alinéa de l'article 53 qu'elle vise à supprimer a déjà été abrogé dans la pratique. La présente estimation part donc du principe que la proposition de loi vise à entièrement faire disparaître la règle. Cette suppression complète implique actuellement que l'incidence budgétaire se limite à la suppression de la règle pour une première déclaration. S'il s'agit effectivement de l'objectif poursuivi par la proposition de loi, celle-ci devra encore être adaptée en ce sens.

L'article 7 de la proposition de loi 011/001 vise la même abrogation et sera traité de la même manière dans le cadre de l'estimation. Le cas échéant, cet article doit également être adapté si les auteurs de la proposition de loi visent l'annulation totale de cette mesure.

En outre, il convient de noter que l'application de cette règle a provisoirement été suspendue en raison des mesures prises par les autorités dans le cadre de la crise de la Covid-19⁵.

³ Arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

⁴ Arrêté royal du 18 mars 2020 modifiant les articles 53 et 58 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.

⁵ Son application a été suspendue par l'arrêté royal du 18 mai 2020 suspendant temporairement, suite à la pandémie Covid-19, l'application de la condition selon laquelle la période d'incapacité de travail dans l'assurance indemnités en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants peut débiter, au plus tôt, à la date de signature du certificat d'incapacité de travail (période du 1^{er} mars au 30 septembre 2020), par l'article 2 de la loi du 4 novembre 2020 portant diverses mesures sociales suite à la pandémie de Covid-19 (période du 1^{er} octobre 2020 au 31 décembre 2020) et par l'arrêté royal du 14 janvier 2021 suspendant temporairement, suite à la pandémie de Covid-19, l'application de la condition selon laquelle la période d'incapacité de travail dans l'assurance indemnités en faveur des travailleurs indépendants et des



4 Estimation de l'incidence budgétaire

Suppression de la période de carence (propositions de loi 0111/001 et 1075/001)

La proposition de loi 0111/001 vise l'entrée en vigueur des modifications proposées dès le premier trimestre suivant la publication au Moniteur belge, donc au plus tôt au deuxième trimestre de 2021. La proposition de loi 1075/001 ne mentionne pas de date d'entrée en vigueur. Pour la simplicité, l'estimation ci-dessous porte sur toute l'année calendaire 2021.

Du fait de la suppression de la période non indemnisable, le nombre de jours donnant droit à une indemnité d'incapacité de travail augmentera. Afin d'évaluer l'incidence budgétaire de la proposition de loi, la Cour des comptes a demandé des estimations et des chiffres à l'Inami, plus spécifiquement les données les plus récentes concernant les incapacités de travail des indépendants. L'Inami ne dispose pas de chiffres concernant le nombre de jours d'incapacité de travail des indépendants lorsque cette incapacité est inférieure à huit jours. Étant donné que les indépendants n'ont pas droit à des indemnités lors de ces incapacités de courte durée, ils ne les déclarent pas non plus à la mutuelle.

Des chiffres sont néanmoins disponibles concernant les périodes d'incapacité de plus longue durée. On peut toutefois supposer que des périodes de maladie plus courtes d'une semaine ou moins soient au moins aussi fréquentes que des périodes de maladie plus longues. Le nombre d'incapacités de courte durée peut ainsi être évalué sur la base d'incapacités plus longues, mais il s'agit presque certainement d'une sous-estimation du nombre total d'incapacités de courte durée. Il est de ce fait pratiquement inévitable que l'estimation ci-dessous représente une sous-estimation et un coût minimum.

Le tableau 1 donne un aperçu du nombre de cas d'incapacité de travail chez les indépendants en 2019, selon le moment de la fin de l'incapacité. Comme déjà indiqué, il n'existe pas de chiffres concernant les incapacités de travail de maximum sept jours. L'estimation minimale se base sur le fait qu'il y a autant de cas d'incapacité de travail de sept jours ou moins que d'incapacités de plus de sept jours. Pour la période la plus courte connue, entre huit et quatorze jours, il y a eu 679 cas en 2019. Ces 679 cas datent tous du deuxième semestre, étant donné que la loi du 22 mai 2019, qui a ramené la période de carence de quatorze à sept jours, n'est entrée en vigueur qu'au 1^{er} juillet 2019. Pour toute l'année 2019, on peut donc supposer qu'il y a eu 1.358 cas (soit 679×2) d'incapacité de travail entre 8 et 14 jours.

Les chiffres de 2019 doivent être transposés en nombre de cas attendus en 2021. L'Inami évalue un facteur de croissance à 1,1⁶. Le nombre minimum attendu de cas d'incapacité de travail de moins de huit jours en 2021 peut ainsi être estimé à 1.505.

Le coût de ces 1.505 cas supplémentaires dépend du nombre de jours d'incapacité de travail. Ceux-ci peuvent aller d'un jour à maximum six jours d'incapacité indemnisés de plus⁷. Cette

conjoint aidant peut débuter, au plus tôt, à la date de signature du certificat d'incapacité de travail (période du 1^{er} janvier 2021 au 31 mars 2021).

⁶ Le nombre de jours d'indemnités attendus en 2021, divisé par le nombre de jours d'indemnités en 2019 : $3.165.800 / 2.857.273$.

⁷ L'assurance indemnités indemnise six jours par semaine. Sept jours calendaires donnent donc six jours indemnisés.



Cour des comptes

ESTIMATION DE LA SUPPRESSION DES JOURS DE CARENCE DES INDÉPENDANTS / 4

estimation tient compte d'un nombre moyen de jours supplémentaires par incapacité de travail, à savoir 3,5.

Tableau 1 – Nombre de cas d'incapacité de travail d'indépendants selon le moment de la fin de l'incapacité (2019)

Nombre de jours	Nombre de cas
	Pas de données chiffrées disponibles
1 - 7	
8 - 14	679 ⁸
15 - 28	2.164
29 - 42	2.663
43 - 56	2.218
57 - 70	1.739
71 - 98	2.385
99 - 126	1.534
127 - 154	1.001
155 - 184	936
185 - 215	648
216 - 245	493
246 - 276	447
277 - 306	410
307 - 337	488
Plus de 338	5.156 ⁹

Source : Inami

Cela signifie que l'on peut escompter au moins 5.268 (soit $1.505 \times 3,5$) jours d'indemnités supplémentaires en 2021 à la suite de la suppression de la période de carence. L'indemnité journalière moyenne en 2021 est estimée à 44,27 euros par l'Inami. Par conséquent, le coût minimal de la suppression de la période de carence pour les indépendants est de 233.191 euros pour toute l'année 2021.

Date de début de l'incapacité (proposition de loi 0898/001 et article 7 de la proposition de loi 0111/001)

L'incidence budgétaire de cette suppression est limitée au nombre de premières demandes d'indemnités d'incapacité de travail pour lesquelles la date de début de l'incapacité diffère de la date de signature du certificat d'incapacité par le médecin traitant.

La Cour des comptes a demandé les données les plus récentes à l'Inami concernant le nombre d'indépendants pour lesquels une différence entre ces deux dates existe. L'Inami ne disposait pas de chiffres. Il n'est par conséquent pas possible de réaliser une estimation concrète.

Il faut toutefois s'attendre à une incidence budgétaire limitée. Premièrement, il ne s'agit que d'une partie des incapacités de travail pour lesquelles cette mesure s'applique. Ensuite, la règle n'est déjà pas appliquée au premier trimestre de 2021 en raison des mesures prises dans

⁸ Pour la période allant du 1/7/2019 au 31/12/2019.

⁹ Le nombre élevé de la période la plus longue est dû au fait que ce groupe passe à la période d'invalidité après un an d'incapacité primaire. Ces indépendants « quittent » donc à ce moment-là l'incapacité primaire mais sont toujours en incapacité de travail.



le cadre de la crise de la Covid-19. Il n'est pas exclu que cette mesure provisoire soit encore prolongée. Troisièmement, le nombre d'incapacités de travail observé à une date ultérieure à celle du début de la maladie diminuera vraisemblablement en raison de la suppression de la période de carence. Le fait est que les indépendants doivent « évaluer » s'ils seront malades plus de sept jours, parce que si tel n'est pas le cas, il n'est pas nécessaire de compléter une attestation d'incapacité. Du fait de la suppression de la période de carence, il est important pour chaque indépendant de directement faire constater et communiquer l'incapacité de travail. De ce fait, le nombre d'attestations d'incapacité qui n'ont pas été signées à temps diminuera probablement.

5 Conclusion

La Cour des comptes constate que l'incidence budgétaire des propositions de loi 011/001 et 1075/001 peut être estimée à un coût minimal de 233.191 euros. Étant donné que le nombre réel d'incapacités de travail ne peut pas être estimé, il s'agit probablement d'une sous-estimation du coût réel.

L'incidence budgétaire de la proposition de loi 0898/001 n'a pas pu être estimée, étant donné que l'Inami ne dispose pas de données chiffrées du nombre d'incapacités pour lesquelles la date de la maladie diffère de la date de signature de l'attestation d'incapacité par le médecin traitant.



Advies over de budgettaire impact van wetsvoorstellen nr. 0111/001, 0898/001 en 1075/001¹

1 Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft met een brief van 14 januari 2021 aan het Rekenhof gevraagd om, overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer, de mogelijke budgettaire impact te ramen die de goedkeuring van onderstaande wetsvoorstellen als gevolg zou hebben:

- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, teneinde het mogelijk te maken kortstondig arbeidsongeschikte zelfstandigen te vergoeden, ingediend door de heer Elio Di Rupo c.s. (DOC 55 0111/001);
- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, ingediend door de heer Denis Ducarme c.s. (DOC 55 0898/001);
- Wetsvoorstel tot afschaffing van de voor de zelfstandigen geldende carenzperiode, ingediend door de heer Gilles Vanden Burre c.s. (DOC 55 1075/001).

2 Toelichting bij het begrip carenzperiode

Wetsvoorstellen 0111/001 en 1075/001 hebben betrekking op de carenzperiode van zelfstandigen. Dit is de periode van de eerste tot en met de zevende dag arbeidsongeschiktheid, waarin de zelfstandige geen uitkering krijgt. Na de carenzperiode vangt de periode van primaire vergoedbare arbeidsongeschiktheid aan. Tijdens die periode krijgt de zelfstandige gerechtigde een forfaitaire arbeidsongeschiktheidsuitkering ten laste van de ziekteverzekering. Een jaar na de start van de arbeidsongeschiktheid vangt de periode van invaliditeit aan.

Op grond van de huidige regelgeving bedraagt de carenzperiode zeven dagen, indien de arbeidsongeschiktheid de zeven dagen niet overschrijdt². Dat wil zeggen dat een gerechtigde zelfstandige die minder dan acht dagen arbeidsongeschikt is geen uitkering ontvangt. De gerechtigde zelfstandige die langer dan zeven dagen arbeidsongeschikt is, krijgt wel een uitkering, en deze uitkering start vanaf het begin van de arbeidsongeschiktheid. Indien een zelfstandige dus langer dan zeven dagen ziek is, is de volledige periode van arbeidsongeschiktheid vergoed door een uitkering ten laste van de ziekteverzekering. De gerechtigde zelfstandige die zeven dagen of minder arbeidsongeschikt is, ontvangt geen enkele uitkering ten laste van de ziekteverzekering.

¹ Goedgekeurd op 17 februari 2021 door de algemene vergadering van het Rekenhof, in uitvoering van art. 79 van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

² Wet van 22 mei 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, teneinde de wachttijd op te heffen.



3 Wetsvoorstellen: voorgestelde wijzigingen

Wetsvoorstellen 0111/001 en 1075/001 beogen de afschaffing van de carenzperiode voor zelfstandigen. Zelfstandigen zouden vanaf de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid een uitkering ontvangen, ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid. De periode van primaire arbeidsongeschiktheid start dus op de dag dat de arbeidsongeschiktheid heeft aangetreden.

Wetsvoorstel 55 0898/001 beoogt de opheffing van het tweede lid van artikel 53 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971³. Dit tweede lid bepaalde dat de adviserend geneesheer van het ziekenfonds de arbeidsongeschiktheid ten vroegste kan erkennen vanaf de datum van ondertekening van het getuigschrift van arbeidsongeschiktheid door de behandelend arts. De regel was van toepassing voor:

1. Een eerste aangifte van de arbeidsongeschiktheid;
2. Een verlenging van de arbeidsongeschiktheid;
3. Een herstel in arbeidsongeschiktheid.

Dit tweede lid werd opgeheven door het koninklijk besluit van 18 maart 2020⁴. Ditzelfde koninklijk besluit voerde een tweede lid toe aan artikel 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, dat de regel van toepassing maakt voor een eerste aangifte van arbeidsongeschiktheid. Sinds het koninklijk besluit van 18 maart 2020 is de maatregel dus niet langer van toepassing bij verlenging of herstel, maar wel nog bij een eerste aangifte van de arbeidsongeschiktheid.

Technisch gezien is het wetsvoorstel 55 0898/001 zonder voorwerp, aangezien het tweede lid van artikel 53 dat het beoogt af te schaffen in de praktijk reeds afgeschaft is. Voor deze raming wordt er van uitgegaan dat het wetsvoorstel tot doel heeft om de regel helemaal af te schaffen. Vandaag houdt dit in dat de budgettaire impact beperkt is tot het afschaffen van de regel voor een eerste aangifte. Indien dit inderdaad de bedoeling is van het wetsvoorstel, zal het wel nog in die zin aangepast moeten worden.

Artikel 7 van wetsvoorstel 0111/001 beoogt dezelfde opheffing en zal voor de raming op dezelfde manier behandeld worden. Ook dit artikel dient desgevallend aangepast te worden indien de indieners de volledige afschaffing van deze maatregel beogen.

Daarnaast dient te worden opgemerkt dat de toepassing van deze regel voorlopig geschorst is omwille van de door de overheden genomen maatregelen inzake de COVID-19 crisis⁵.

³ Koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.

⁴ Koninklijk besluit van 18 maart 2020 tot wijziging van de artikelen 53 en 58 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten.

⁵ De toepassing werd geschorst via het koninklijk besluit van 18 mei 2020 tot tijdelijke schorsing, ingevolge de COVID-19-pandemie, van de toepassing van de voorwaarde dat het tijdvak van arbeidsongeschiktheid in de uitkeringsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten ten vroegste kan aanvangen op de datum van ondertekening van het getuigschrift van arbeidsongeschiktheid (periode vanaf 1 maart 2020 tot en met 30 september 2020), door artikel 2 van de wet van 4 november 2020 inzake verschillende sociale maatregelen ingevolge de COVID-19-



4 Raming van de budgettaire impact

Afschaffing carenzperiode (wetsvoorstellen 0111/001 en 1075/001)

Wetsvoorstel 0111/001 beoogt dat voorgestelde wijzigingen inwerking treden vanaf het eerste kalenderkwartaal volgend op de publicatie in het Staatsblad, dus ten vroegste vanaf het tweede kwartaal van 2021. Wetsvoorstel 1075/001 vermeldt geen datum van inwerkingtreding. Voor de eenvoudigheid heeft onderstaande raming betrekking op het volledige kalenderjaar 2021.

Door de afschaffing van de niet-vergoedbare periode zal het aantal dagen dat recht geeft op een arbeidsongeschiktheidsuitkering toenemen. Om de budgettaire impact van het wetsvoorstel te evalueren heeft het Rekenhof ramingen en cijfers opgevraagd bij het RIZIV, meer specifiek de meest recente gegevens over arbeidsongeschiktheden bij zelfstandigen. Het RIZIV beschikt niet over cijfers over het aantal arbeidsongeschiktheidsdagen bij zelfstandigen die minder dan acht dagen arbeidsongeschikt zijn. Aangezien zelfstandigen voor deze korte arbeidsongeschiktheden geen recht hebben op een uitkering, doen ze ook geen aangifte bij het ziekenfonds.

Er zijn wel cijfers beschikbaar over ongeschiktheidsperiodes van langere duur. Er kan echter verondersteld worden dat kortere ziektes van een week of minder, minstens even frequent zijn als langere periodes van ziekte. Het aantal korte ongeschiktheden kan daardoor geraamd worden op basis van langere ongeschiktheden, maar dit betreft vrijwel zeker een onderschatting van het totaal aantal korte ongeschiktheden. Onderstaande raming is daardoor vrijwel zeker een onderschatting en een minimumkost.

Tabel 1 geeft een overzicht van het aantal gevallen van arbeidsongeschiktheden bij zelfstandigen in 2019, naargelang het tijdstip van beëindiging. Zoals reeds aangegeven, zijn er geen cijfers beschikbaar over arbeidsongeschiktheden van maximaal zeven dagen. Voor de minimale raming wordt ervan uitgegaan dat er evenveel gevallen van arbeidsongeschiktheid van zeven dagen of minder zijn, als ongeschiktheden die langer dan zeven dagen duren. Voor de kortste gekende periode, tussen de acht en veertien dagen, waren er in 2019 679 gevallen. Deze 679 gevallen dateren allemaal van de tweede jaarhelft, aangezien de wet van 22 mei 2019, die de carenzperiode terugbracht van veertien naar zeven dagen, pas van toepassing was vanaf 1 juli 2019. Voor het volledige jaar 2019 kan er daarom worden verondersteld dat er 1.358 (=679*2) gevallen van arbeidsongeschiktheid tussen de acht en veertien dagen waren.

De cijfers uit 2019 dienen te worden omgerekend naar het verwachte aantal gevallen in 2021. Het RIZIV raamt deze groeifactor op 1,1⁶. Het minimaal verwachte aantal gevallen van arbeidsongeschiktheid korter dan acht dagen in 2021 kan daardoor worden geraamd op 1.505.

pandemie (periode vanaf 1 oktober 2020 tot en met 31 december 2020 en door het koninklijk besluit van 14 januari 2021 tot tijdelijke schorsing, ingevolge de COVID-19-pandemie, van de toepassing van de voorwaarde dat het tijdvak van arbeidsongeschiktheid in de uitkeringsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten ten vroegste kan aanvangen op de datum van ondertekening van het getuigschrift van arbeidsongeschiktheid (periode vanaf 1 januari 2021 tot en met 31 maart 2021).

⁶ Het aantal verwachte uitkeringsdagen in 2021, gedeeld door het aantal uitkeringsdagen in 2019: 3.165.800/ 2.857.273.



De kostprijs voor deze 1.505 extra gevallen hangt af van het aantal dagen arbeidsongeschiktheid. Deze kunnen gaan van één dag tot maximaal zes vergoede uitkeringsdagen extra⁷. Voor deze raming wordt er rekening gehouden met een gemiddeld aantal extra dagen per arbeidsongeschiktheid, namelijk 3,5.

Tabel 1 - Aantal gevallen van arbeidsongeschiktheden bij zelfstandigen naargelang het tijdstip van beëindiging (2019)

Aantal dagen	Aantal gevallen
	Geen cijfergegevens beschikbaar
1 - 7	
8 - 14	679 ⁸
15 - 28	2.164
29 - 42	2.663
43 - 56	2.218
57 - 70	1.739
71 - 98	2.385
99 - 126	1.534
127 - 154	1.001
155 - 184	936
185 - 215	648
216 - 245	493
246 - 276	447
277 - 306	410
307 - 337	488
Meer dan 338	5.156 ⁹

Bron: RIZIV

Dit wil zeggen dat er minimaal 5.268 (=1.505*3,5) extra uitkeringsdagen verwacht kunnen worden in 2021 als gevolg van de afschaffing van de carenzperiode. De gemiddelde daguitkering in 2021 wordt door het RIZIV geraamd op 44,27 euro. Dit brengt de minimale kostprijs van de afschaffing van de carenzperiode voor zelfstandigen op 233.191 euro voor het volledige jaar 2021.

Startdatum ongeschiktheid (wetsvoorstel 0898/001 en art. 7 wetsvoorstel 0111/001)

De budgettaire impact van deze afschaffing is beperkt tot het aantal eerste aanvragen van arbeidsongeschiktheidsuitkeringen waarbij de datum van het begin van de ongeschiktheid verschilt van de datum van ondertekening van het ongeschiktheidsattest door de behandelende arts.

⁷ In de uitkeringsverzekering worden zes dagen per week vergoed. Zeven kalenderdagen resulteert bijgevolg in zes vergoede dagen.

⁸ Voor de periode 1/7/2019-31/12/2019.

⁹ Het hoge aantal bij de langste periode is te wijten aan het feit dat deze groep na één jaar primaire arbeidsongeschiktheid overgaat naar de periode van invaliditeit. Deze zelfstandigen 'verlaten' dus op dat moment de primaire arbeidsongeschiktheid, maar zijn nog steeds arbeidsongeschikt.



Het Rekenhof vroeg aan het RIZIV de meest recente gegevens over het aantal zelfstandigen waarbij er een verschil is tussen deze twee data. Het RIZIV had hierover geen cijfers. Het is bijgevolg niet mogelijk om hiervan een concrete raming te maken.

Het valt wel te verwachten dat de budgettaire impact gering is. Ten eerste gaat het slechts om een deel van de arbeidsongeschiktheden waarop deze maatregel van toepassing is. Ten tweede wordt de regel alvast het eerste kwartaal van 2021 niet toegepast omwille van COVID-19 maatregelen. Het valt niet uit te sluiten dat deze tijdelijke maatregel nog wordt verlengd. Ten derde zal het aantal arbeidsongeschiktheden dat wordt vastgesteld op een latere datum dan het begin van de ziekte wellicht verminderen door het afschaffen van de carenzperiode. Nu is het zo dat zelfstandigen een 'inschatting' moeten maken of ze langer dan zeven dagen ziek zullen zijn, want indien dat niet het geval is, is het invullen van een ongeschiktheidsattest niet nodig. Door het afschaffen van de carenzperiode is het voor iedere zelfstandige van belang om de arbeidsongeschiktheid meteen te laten vaststellen en aangeven. Hierdoor zal het aantal niet tijdig ondertekende ongeschiktheidsattesten wellicht dalen.

5 Conclusie

Het Rekenhof stelt vast dat de budgettaire impact van wetsvoorstellen 0111/001 en 1075/001 geraamd kan worden op een minimale kostprijs van 233.191 euro. Aangezien het werkelijke aantal arbeidsongeschiktheden niet kan worden geraamd, is dit wellicht een onderschatting van de reële kostprijs.

De budgettaire impact van wetsvoorstel 0898/001 kon niet worden geraamd, aangezien het RIZIV niet beschikt over cijfergegevens van het aantal ongeschiktheden waarbij de datum van de ziekte verschilt van de datum van ondertekening van het ongeschiktheidsattest door de behandelende arts.